

L'ÉTAT DES LIEUX **CANCERS, BIODIVERSITÉ, OMNIPRÉSENCE DES PESTICIDES ET D'AUTRES POLLUANTS**

Bien que les dommages décrits dans les articles cités ci-dessous ne puissent pas être attribués uniquement à la présence de tel ou tel polluant dans nos milieux de vie, des liens de cause à effet sont maintenant bien établis.

Dans LM daté du 26 oct 2016 :

« Cancers, des hausses inquiétantes »

Tous les cancers n'augmentent pas. Ceux de l'oesophage et du sein ont diminué récemment (après des hausses) « *illustrant les progrès des politiques de santé publique* » : lutte contre le tabac et l'alcool, modifications d'habitudes alimentaires, de traitements hormonaux...

En revanche les cancers du pancréas, des testicules et de la thyroïde ont considérablement augmenté. En dehors de la part de « hausse » due au surdiagnostic, « *une contribution des facteurs environnementaux est probable* ». Par exemple la plus grande fréquence du cancer de la prostate dans la population agricole suggère un rôle des pesticides dans la genèse de la maladie. Les cancers des testicules sont liés à la cryptorchidie, qui elle-même est liée à « *une exposition in utero à des perturbateurs endocriniens (pesticides, bisphénols ...)* ».

Dans LM daté du 28 novembre 2020 :

« Les agriculteurs surexposés à certains cancers »

Lymphomes, leucémies, mélanomes, tumeurs du système nerveux et cancers de la prostate (Étude sur une cohorte d'agriculteurs pilotée par la Mutualité Sociale Agricole.)

Dans LM daté du 1^{er} juin 2021 :

« En France 30 % d'oiseaux en moins en 30 ans »

C'est le bilan de 30 ans de suivi de 123 espèces d'oiseaux communs en France (mené par MNHN, OFB et LPO) avec des différences importantes entre espèces. Les oiseaux « généralistes » (comme le pigeon ramier ou la mésange charbonnière) sont en augmentation tandis que les espèces « spécialisées » (qui ne vivent que dans certains milieux, comme les oiseaux des plaines par ex) sont en net déclin.

Ce bilan n'a pas vocation à identifier les causes des évolutions constatées, mais ses auteurs font référence à de nombreux autres travaux qui incriminent l'uniformisation des paysages, et surtout les pesticides, en particulier les néonicotinoïdes (insecticides à large spectre) qui privent de nombreuses espèces d'oiseaux de leur nourriture.

Dans LM daté du 17 mai 2023 :

« Pesticides et engrais déciment les oiseaux d'Europe »

La multitude des facteurs probables de ces déclins a souvent servi de prétexte à l'inaction. Mais récemment « *des travaux européens d'ampleur inédite dissipent largement le brouillard bien commode de la multifactorialité. Ils parviennent à établir, pour la 1ère fois, une hiérarchie générale des causes du déclin des populations aviaires sur le Vieux Continent, et pointent les usages de pesticides et d'engrais*

de synthèse comme le facteur majeur... en particulier pour les oiseaux des terres agricoles et les oiseaux insectivores »

C'est une cinquantaine de chercheurs qui a rassemblé et traité les données sur les populations aviaires et les évolutions environnementales, collectées sur 20 000 sites dans 28 pays d'Europe.

Dans LM daté du 30 octobre 2020 :

« **Des niveaux alarmants de pesticides dans les sols** »

Résultats de l'étude de 180 échantillons de sols dans la région de Chizé (Deux-Sèvres). Un désherbant, un insecticide néonicotinoïde et deux fongicides ont été les plus abondamment trouvés.

Les vers de terre ont été analysés (*) « *Pour certains oiseaux qui se nourrissent de vers de terre les concentrations d'imidaclopride (insecticide néonicotinoïde) laissent suspecter des effets quasi létaux.* »

(*) dans les parcelles où on en a trouvés, car sur les 180 parcelles on n'a pas trouvé de vers de terre dans 25 cas !

Dans LM daté du 27 mai 2023 :

« **Des pesticides largement présents dans les sols** »

En France sur un échantillon d'une cinquantaine de sites suivis par l'INRAE, les résultats d'une étude-pilote « *font suspecter une présence quasi généralisée d'une soixantaine de substances actives dans les terres arables, mais aussi sur des terrains n'ayant jamais été traités.* » (prairies, forêts)

L'étude met en évidence la mobilité des produits (par contamination de l'air, et par ruissellement), et des concentrations inattendues. Elle pointe que, s'il existe des normes pour les pollutions de l'air et de l'eau, il n'en existe pas pour les sols.

Les chercheurs souhaitent maintenant pouvoir poursuivre leurs travaux avec l'étude des effets de ces résidus sur la biologie des sols.

Dans LM daté du 25 mai 2022 :

« **Pesticides : de plus en plus de fruits contaminés** »

Étude publiée par l'ONG Pesticides Action Network Europe. Elle pointe « *l'échec de l'Europe à mettre en œuvre sa réglementation et à protéger les consommateurs.* » En particulier le non recours au remplacement de pesticides reconnus comme les plus dangereux par des produits de substitution.

Dans LM daté du 7 avril 2023 :

« **Eau potable, une vaste contamination découverte** »

« *Découverte de concentrations élevées d'un produit de dégradation du Chlorotalonyl, [fongicide] interdit en Europe depuis 2019* » à des taux très supérieurs aux seuils de qualité réglementaires.

Ce n'est que très récemment que ce produit est recherché dans les analyses. Le coût de son élimination dans les eaux distribuées est colossal.

« *La principale inconnue demeure les effets sanitaires possibles de ces traces* »

Dans LM daté du 17 décembre 2021 :

« **Pesticides : l'imprégnation des Français, en baisse, reste générale** »

Une partie de notre imprégnation, en particulier celle par les insecticides, résulte d'usages domestiques des produits. Parmi les molécules identifiées, la palme semble revenir à un produit de dégradation du glyphosate, réputé pour avoir des effets toxiques identiques à ceux de la molécule mère. On ne trouve pas les insecticides néonicotinoïdes car ... ils ne faisaient pas partie du programme malgré leur grande toxicité.

Dans LM daté du 4 juillet 2020 :

« Pesticides dans l'air : 32 substances prioritaires »

Une grande campagne de prélèvements a été organisée par l'ANSES (*), l'Institut National de l'Environnement Industriel, et la fédération Atmo.

Les prélèvements d'échantillons d'air ont été faits à distance des sources de pollution (des parcelles cultivées) pour avoir une image de l'air « en général ».

Parmi les pesticides identifiés, 32 sont qualifiés de prioritaires pour la suite des travaux. Sur ces 32 produits, 9 sont interdits depuis des années, en agriculture comme dans les produits domestiques (les anti-puces par ex)

(*) Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation de l'environnement et du travail

Dans LM daté du 26 novembre 2021 :

« Pesticides : les riverains restent exposés »

Dans les zones habitées proches des vignes et des grandes cultures « des mesures montrent que les distances d'épandage retenues par le gouvernement (*) ne protègent pas des résidus. (...) Ce n'est qu'au-delà de 100 mètres que les chiffres [de retombées] sont significativement plus bas »

Dans les analyses pratiquées sur les zones riveraines des cultures, on trouve deux fongicides (dont un SDHI, toxique pour tous les êtres vivants) et un herbicide soupçonné d'être perturbateur endocrinien.

(*) Le Conseil d'État a demandé au gouvernement de revoir sa copie sur ces distances.

Et pourtant ...

Dans LM daté du 22 décembre 2023 :

« Constat d'échec sur la réduction des pesticides »

« L'argent public investi dans le plan Écophyto l'a été en pure perte, révèle une **commission d'enquête parlementaire** ».

Il s'agit en fait d'échecs successifs depuis le 1^{er} plan Écophyto depuis 2008.

« L'un des enseignements-clés du rapport parlementaire est issu des conclusions d'une mission d'inspection présentée en mars 2021, et rendues publiques par le gouvernement plus de deux ans après leur finalisation (...) La mission d'inspection avait établi que les 71 millions d'€ d'investissement annuel dans les plans Écophyto ne forment qu'une petite part de l'ensemble des dépenses dévolues, en vain, à la baisse d'usage des « phytos ». Celle-ci est située, selon le rapport, à environ 643 millions d'€, pour l'année référence 2019. »

« Le rapport indique que la nécessité de réduire l'usage des pesticides ne doit plus faire débat, au regard de leurs dégâts de mieux en mieux documentés sur la santé publique et l'environnement »

Le rapport parlementaire souligne aussi la dégradation continue « de la qualité des ressources en eau sur de vastes portions de territoire (...) pour la production d'eau potable. »

« La commission d'enquête a également pris en compte les difficultés auxquelles sont confrontés les exploitants [agricoles] en conseillant la mise en place de mesures-miroirs strictes, c'est à dire interdisant l'importation de produits agricoles portant des résidus détectables de pesticides interdits en Europe et en France. »

Dans les chapitres suivants nous allons passer en revue quelques uns des pesticides qui ont fait l'objet d'assez d'articles de presse pour qu'on en comprenne les « histoires », qu'on identifie les blocages et les responsabilités.

Nous ferons de même avec les « polluants éternels » (PFAS, PFOA etc.) produits par des grandes firmes qui ont caché sciemment leur toxicité.

Nous porterons aussi notre regard sur des pollutions plus diffuses mais néanmoins sérieuses : les plastiques et leurs produits de dégradation d'une part, les polluants issus du trafic routier d'autre part.

Puis nous essayerons de tirer des enseignements globaux de l'ensemble de ces histoires de pollutions.

YGG 30/04/24

NB : Si ce dossier s'attarde beaucoup plus sur les pesticides que sur d'autres polluants, c'est tout simplement parce que les articles que j'ai trouvés ont cette « distribution ». Mais il serait erroné de « privilégier » l'agriculture intensive dans cet examen de la conscience collective. Il faut surtout y voir la mise en évidence de mécanismes pervers qui fonctionnent probablement aussi « efficacement » dans tous les domaines où des produits néfastes sont fabriqués et utilisés.